

En désaccord

Voici quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines personnes pourraient être d'avis que le Canada **ne devrait pas réduire ses dépenses relatives à l'aide internationale**.

Occasion de combler les lacunes laissées par l'USAID

Depuis longtemps, le Canada est associé au maintien de la paix et à la démocratie, mais les coupes budgétaires imposées par Trump à l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'agence américaine qui fournit une aide internationale et une aide au développement, nous offrent l'occasion de jouer un rôle de premier plan encore plus important dans le domaine. Les États-Unis étaient jusqu'à présent le plus gros contributeur (64,7 milliards de dollars américains, soit environ 88,8 milliards de dollars canadiens) à l'aide publique au développement, et ces coupes budgétaires laissent des millions de personnes dans le besoin. Les experts avertissent également que [des puissances non démocratiques, comme la Russie et la Chine, pourraient intervenir pour étendre leur influence](#). Maintenir les dépenses relatives à l'aide internationale permettrait au Canada d'augmenter sa crédibilité, favoriser son image et préserver son pouvoir d'influence à l'échelle mondiale.

Non-respect des cibles fixées par les Nations Unies

En 1970, l'assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution invitant les membres à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement. En 2024, [seuls quatre pays ont atteint ou dépassé cet objectif](#). Bien que le Canada soit légèrement au-dessus de la moyenne mondiale (0,33 % du revenu national brut combiné des pays membres), il demeure loin de l'objectif, avec une contribution de 0,34 %, soit à peine la moitié du seuil fixé par l'ONU. Si le Canada réduit son budget d'aide internationale, il ne respectera pas, une fois de plus, son engagement.

Contribution au règlement des inégalités structurelles

À l'exception de l'aide accordée à l'Ukraine depuis le début de la guerre avec la Russie, la majeure partie de l'aide internationale canadienne est destinée aux pays du Sud, incluant des pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et d'Océanie. De la fin du XVe siècle au début du XXe siècle, les populations de ces régions ont été exploitées et leurs ressources ont été pillées au profit des puissances coloniales européennes. Encore aujourd'hui, les inégalités créées à cette époque persistent, et ce sont les pays du Nord, dont le Canada, qui continuent d'en bénéficier. Ces derniers utilisent l'aide internationale comme levier pour conclure des accords leur permettant d'exploiter les ressources naturelles des pays bénéficiaires, de négocier des accords de libre-échange à leur avantage et d'accéder à une main-d'œuvre à faible coût. Ainsi, les pays du Sud contribuent à la production d'une immense quantité de biens et de ressources à bas prix, destinés aux pays du Nord. Réduire les dépenses en aide internationale reviendrait à ne pas respecter notre engagement à lutter contre les inégalités dans le monde.

Maintien de l'ordre mondial

L'aide internationale agit comme une première ligne de défense. En luttant contre la pauvreté, les injustices, l'insécurité alimentaire et les pandémies, on prévient les crises migratoires, on se crée des alliés et on protège la santé des Canadiennes et Canadiens. En réduisant l'aide internationale, le Canada risque d'accentuer les inégalités mondiales, la misère et les crises sanitaires dans les régions vulnérables, créant un terrain fertile pour les conflits et l'instabilité politique. Des conflits armés, des épidémies ou des vagues migratoires massives pourraient affecter l'ordre mondial et finir par coûter bien plus cher à gérer que l'aide initiale.

Investissement pertinent

L'aide internationale a des retombées positives pour les pays donateurs. En investissant dans la paix, la stabilité et les infrastructures des pays en développement, le Canada favorise l'ouverture de nouveaux marchés pour ses entreprises et ses investissements. L'aide au développement ne doit pas être perçue comme une perte financière, mais comme un investissement où chaque dollar versé représente un potentiel retour indirect en exportations et en partenariats commerciaux futurs. Selon [une étude](#) (en anglais) publiée par Coopération Canada, les retombées commerciales de l'aide internationale canadienne dépassent l'investissement initial, atteignant 1,19 \$ en exportations pour chaque dollar versé.

Conséquences importantes d'un désengagement financier

La réduction massive ou l'arrêt du financement de l'aide internationale pourrait avoir des conséquences dévastatrices sur le plan humain. Selon [une étude](#) (en anglais) publiée dans la revue médicale The Lancet, l'aide humanitaire, avec la contribution importante des États-Unis, a permis de préserver près de 92 millions de vies entre 2000 et 2021. Cette même étude avance qu'un désengagement prolongé de l'aide internationale pourrait entraîner plus de 14 millions de décès évitables d'ici 2030, effaçant ainsi deux décennies de progrès en santé mondiale. Se désengager de ces efforts internationaux signifierait également abdiquer devant nos obligations morales les plus fondamentales.

Pour en savoir plus

- [Démantèlement de l'USAID : vers la pire crise de santé publique en 25 ans ? | Radio-Canada](#)
- [Carney rompt sa promesse et réduit les aides dans le budget 2025 | Résultats Canada](#)
- [L'aide internationale au cœur des élections : un enjeu important pour le Canada | CARE Canada](#)
- [Opinions : À quoi sert vraiment l'aide internationale ? | La Presse](#)
- [Des coupes américaines lourdes de conséquences | Le Devoir](#)

Coup d'œil international

La Norvège, la Suède, le Danemark et le Luxembourg sont les seuls pays à respecter leur engagement en matière d'aide internationale. D'ailleurs, ces pays consacrent souvent plus de 1 % de leur RNB à cette aide, ce qui leur donne une influence diplomatique forte par rapport à la taille de leur population. Quant à lui, en plus de 50 ans, le Canada n'a jamais atteint la cible de 0,7 %.